

Perspectives de croissance : les pays en développement manquent de capitaux

A l'occasion de la publication, le 20 janvier, de son [rapport sur les perspectives économiques mondiales](#), la Banque mondiale indique qu'elle table sur une croissance du Produit intérieur brut mondial (PIB) de 2,7%, contre une baisse de 2,2% en 2009. Les pays en développement (PED), grâce en particulier aux pays émergents, sont les principaux moteurs de cette hausse en atteignant un taux de croissance de 5,2% contre 1,8% pour les pays développés. La Banque mondiale estime néanmoins que la croissance des PED sera limitée en 2010 par la faiblesse du système financier mondial. Les auteurs du rapport préconisent en effet de réduire les coûts et d'améliorer l'accès au crédit au sein des PED auxquels il pourrait manquer plus de 300 milliards de dollars en 2010 pour financer leur développement. Ils considèrent par ailleurs que 64 millions de personnes supplémentaires seront touchées par la pauvreté en 2010.

La Banque mondiale prévoit pour l'Afrique subsaharienne un taux de croissance de 3,8% en 2010, contre 1,1% en 2009. Le rapport précise néanmoins que « *les perspectives de la région restent incertaines et la vigueur de la reprise dépendra dans une large mesure de la demande des principaux marchés d'exportation* ». Dans cette région du monde, la crise a particulièrement touché les secteurs du commerce, du tourisme, les envois de fonds des migrants, l'aide publique au développement et l'investissement direct à l'étranger qui a baissé de 19%. La Banque africaine de développement (BAD) se montre plus optimiste que la Banque mondiale concernant les perspectives de développement du continent africain. Son président, Donald Kaberuka, a indiqué, le 19 janvier à Tunis, que « *l'année 2010 sera celle de la reprise économique en Afrique, vingt deux pays reprendront le chemin de la croissance avec des taux supérieurs à 5%* ». De son côté, la Banque mondiale estime que seulement douze pays parviendront à atteindre cette performance.

Concernant l'agriculture, la Banque mondiale indique une baisse des prix des matières premières de 21% en 2009. Les prix restent néanmoins près de deux fois plus élevés par rapport aux niveaux atteints au début des années 2000. Ils devraient être relativement stables en 2010 selon l'institution, compte tenu de l'amélioration des stocks mondiaux, de la baisse du prix du pétrole, qui a rendu moins attrayante l'utilisation d'agrocarburants, et d'une demande moindre sur les marchés mondiaux.

Révision à mi-parcours de l'accord de Cotonou : le Parlement européen adopte le rapport d'Eva Joly

Signé en 2000 suite à la fin des accords de Lomé, l'accord de Cotonou liant l'Union européenne et les pays Afrique Caraïbes Pacifique (ACP) prendra fin en 2020. Une révision à mi-parcours de cet accord devrait être conclue en février 2010. A cette occasion, le Parlement européen a proposé une série de mesures sur la base d'un rapport rédigé par la députée Eva Joly, présidente de la commission pour le développement. Lors de son intervention, la députée a insisté sur l'importance d'un renforcement de la cohérence entre les politiques commerciale, agricole et d'appui au développement de l'Union européenne. Rappelant que plus de 60% de la population des pays ACP vit en milieu rural, elle a indiqué que « *la question de l'agriculture est l'une des plus problématiques et reste dramatiquement négligée par la coopération entre l'Union européenne et les pays ACP* ». Le Parlement estime donc qu'il est important d'augmenter les investissements agricoles pour assurer un revenu décent aux producteurs et fournir les marchés alimentaires locaux. Il est également demandé aux négociateurs de permettre aux populations des pays ACP d'avoir « *un droit de regard* » sur les ressources foncières et naturelles. Les « *saisies de terres engendrent la pauvreté extrême et des émeutes de la faim* » a estimé Mme Joly dans son allocution. Concernant l'évasion fiscale, les parlementaires européens demandent à la Commission européenne et aux pays ACP que soit mis en place « *un mécanisme contraignant obligeant les sociétés multinationales à déclarer les profits qu'elles réalisent et les impôts qu'elles acquittent dans chacun des Etats ACP où elles opèrent* ». En conclusion de son discours devant le Parlement, Eva Joly a regretté « *le déficit démocratique de cette révision, pour laquelle nos parlements [Européen et ACP, Ndlr] n'ont pas été consultés* ».

Rapport de l'OCDE sur l'efficacité du développement en Afrique

Dans un [rapport conjoint](#) de la commission économique des Nations unies pour l'Afrique et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), les deux institutions analysent la portée des engagements politiques en faveur du développement de l'Afrique. Elles constatent que les gouvernements africains doivent intensifier leurs efforts, qu'elles jugent réels, promouvoir davantage l'intégration régionale et que les intérêts du continent africain doivent être pris en compte dans les négociations internationales, en particulier commerciales et climatiques. Le rapport remarque que les dépenses publiques des pays africains consacrées au secteur agricole sont en moyenne de 6,6% en 2005 et que seuls 6 pays sur 24 respectent l'engagement de Maputo de 2003 de consacrer 10% de leur budget à l'agriculture. Elles préconisent d'accroître ces investissements publics en particulier en matière d'irrigation, d'utilisation d'engrais, de mise en place d'infrastructures et de services en zones rurales.

Sources: AFP, Banque mondiale, Le Monde, les Echos, APS, Parlement Européen, Europe écologie, OCDE